

L'exil des Républicains espagnols

Resistance et répression, d'Eysses à la déportation.

Ce texte provisoire est destiné à être publié sur le Net. Il sera remplacé ultérieurement par un document beaucoup plus complet. En effet la Résistance espagnole en France est, encore de nos jours, largement méconnue. Elle fut pourtant très précoce et regroupa des milliers de combattants qui luttèrent et se sacrifièrent pour la Liberté de la France.

Après avoir évoqué la France du début des années 40, j'exposerai quelques aspects de la Résistance espagnole de la Zone Occupée. Elle est encore moins connue que l'épopée des Guérilleros de la Zone dite Libre. Et pourtant, la Résistance espagnole a bien existé en Zone Occupée mais, précoce, elle a particulièrement souffert de la répression et n'a pu pleinement se développer.

Dans un deuxième temps, j'évoquerai Eysses et Dachau.

Généralités sur la Zone Occupée :

La Zone Occupée, de par sa définition, se caractérise avant tout, dès 1940, par une forte présence militaire de l'armée allemande. Plus de 400.000 soldats dont 40 à 60.000 relevant d'unités affectées au maintien de l'ordre et de la sécurité.

Parallèlement, l'Allemagne nazie relança tous les rouages de l'administration française et mit en œuvre une politique active de collaboration sachant qu'une fraction très large de la population française, soit par faiblesse, soit par intérêt, soit par affinité idéologique (plutôt Hitler que le Front Populaire) se rallierait à ses objectifs.

Mais, par précaution, l'État allemand mit également en place des outils spécifiques de répression conformes à sa propre administration: la Gestapo et une justice militaire basée sur des cours martiales.

La Zone Libre fut épargnée de cette présence militaire et policière nazie jusqu'en novembre 1942. Cela eut, bien sûr, un impact profond quant à la nature de la Résistance à mener tant sur le plan politique que militaire. Et conditionna, en grande partie, l'apparition et le développement de la Résistance espagnole dans les 2 Zones françaises.

Où étaient localisés les Républicains espagnols en Zone Nord ?

Il faut tout d'abord rappeler qu'en 1939, les exilés espagnols n'étaient autorisés à résider que dans une quarantaine de départements français.

En Zone Nord, il leur était strictement interdit de venir vivre en Région parisienne sauf pour ceux qui travaillaient pour la Défense nationale, c'est-à-dire pour l'industrie militaire française. L'État français y trouvant son intérêt, bien sûr.

De même étaient tolérés les membres du SERE (Service d'évacuation des réfugiés espagnols) dont la tâche principale, comme son appellation l'indique était d'organiser le départ des exilés espagnols vers l'Amérique Latine mais qui, accessoirement, apportait également une modeste aide économique à certains réfugiés (ex-députés, hauts fonctionnaires, etc...). L'État français y trouvait également un intérêt. Rien n'était gratuit ou généreux de sa part.

De ce fait, la présence des Républicains espagnols en Zone occupée fut, dans un premier temps, peu significative.

La situation évolua à partir du 1er semestre 1941. Il y eut un transfert de plusieurs milliers de républicains espagnols encadrés dans des CTE (Compagnie de Travailleurs Étrangers) de la Zone dite Libre vers les chantiers de l'Organisation Todt du Mur de l'Atlantique.

Pourquoi un tel transfert ? Le Mur de l'Atlantique représentait un chantier énorme faisant progressivement appel à une main d'œuvre de plus en plus importante. Dans un premier temps, l'organisation TODT n'eut aucun mal à recruter, à prix d'or, de la main d'œuvre parmi les populations locales ainsi que parmi les chômeurs français qui étaient nombreux au début du chantier. Cette source s'appauvrissant, Vichy réquisitionna du personnel communal et départemental (agents d'entretien de la voirie, personnel affecté aux ordures ménagères, etc...). Mais rapidement Vichy dut affronter les vives protestations de Maires qui firent remonter des situations de blocages de leur administration suite à ces réquisitions de personnel. A l'examen de cette situation, la Commission de lutte contre le Chômage de Vichy proposa aux autorités allemandes le transfert de Républicains espagnols vers les chantiers de l'Atlantique. Avec des concentrations d'effectifs pour la construction de bases de sous-marins à Brest, Lorient, St Nazaire, La Palice-La Rochelle et Bordeaux.

Or, dans les CTE>E transférés dans les chantiers de l'Atlantique existaient déjà des structures clandestines créées dans les camps de concentration français. Structures bien rodées qui s'étaient mises en place dès 1939.

A titre d'exemple, Léon CARRERO, dont il sera question à plusieurs reprises dans cet exposé, était – dès juin 1939 – responsable de 4 baraques dans le camp de BARCARES. En janvier 1940, il devint le responsable clandestin de la 211^{ème} CTE à St MEDARD en JALLES ; Miguel Angel SANZ étant l'adjoint à l'officier français commandant la compagnie. En juin 1940, à ARGELES, tout en demeurant responsable de la 211^{ème}, il fit partie de la Commission d'Information du camp. Enfin, en Janvier 1941, à ELNE, outre la 211^{ème} CTE, il fut responsable clandestin de 10 autres CTE gravitant autour de la ville. Ultérieurement, la DGS franquiste a découvert son rôle à ELNE (j'ai une photocopie de la fiche de la Sureté fasciste).

En juillet 1941, Léon CARRERO fut livré, avec la 211^{ème} CTE, aux nazis du chantier TODT de la base de sous-marins de BREST. Responsable clandestin du camp de St PIERRE. Il reçut comme ordre de mission de la part de la Direction de la Résistance espagnole, la mise sur pied de groupes de combat dans la base ainsi que dans la ville de BREST. En janvier 1942, il reçoit l'ordre de s'évader et d'organiser la Résistance à LORIENT tout en restant responsable de BREST.

Dans la 211^{ème} CTE se trouvait également Jorge PEREZ TROYA, qui fut ultérieurement chef de groupe parmi les combattants espagnols des FTP-MOI de PARIS (avec TEJERO, PUERTO, MONTERO, DELGADO, etc...).

Ce n'était pas des cas isolés. Ces parcours étaient ceux de nombreux combattants espagnols, depuis leurs premières organisations clandestines dans les baraques des camps de concentration français jusqu'aux structures de la lutte armée pour libérer la FRANCE. D'autres exemples seront cités, d'ici quelques mois, dans le document définitif.

La Direction ou Centre :

Cette Résistance que l'on pourrait, par commodité, qualifier de « côtière » était dirigée depuis PARIS au travers de Comités régionaux. Dans un premier temps, elle fut animée par Emilio GOMEZ NADAL, ancien professeur d'Histoire de l'Université de Valencia et militant du PCE.

A son sujet, citons le témoignage de Lise LONDON :

« A cette époque (été 1941), il insistait à chaque rencontre pour que je transmette à la direction du PCF le désir qu'avaient les communistes espagnols de passer au plus tôt à la résistance armée, notamment en élargissant le rôle et les rangs de l'Organisation spéciale. Je lui avais fait savoir que cette question était à l'ordre du jour. Lors de notre dernier rendez-vous dans un coin du parc Montsouris, je lui transmis enfin la directive tant attendue du PCF : le développement de la lutte armée. Il lui fallait en informer les organisations du PC espagnol, les mobiliser, sélectionner leurs meilleurs militants afin de les verser dans les groupes FTP en formation ».

A la suite de cet entretien, Emilio NADAL eut effectivement un rendez-vous avec le Colonel Jules DUMONT, ancien Brigadiste, pour mettre en œuvre cette lutte armée libératrice. NADAL fit venir Antonio BUITRAGO de Bordeaux et José MIRET indiqua que son frère Conrado MIRET se portait volontaire pour ce combat. En Espagne, Antonio BUITRAGO était l'ancien chef d'État-major du légendaire XIV Corps de l'Armée républicaine (Corps de Guerrilleros) et Conrado MIRET était Commissaire Politique du 2^{ème} Bataillon de la 140^{ème} Brigade Mixte (PSUC).

Ainsi, les Républicains espagnols furent parmi les premiers à rejoindre la Résistance armée en FRANCE ; Résistance qui n'était pour eux que le prolongement de celle qu'ils avaient menée quelques années plus tôt en ESPAGNE, déjà les armes à la main. Ils en portaient les souffrances et l'expérience.

Assez rapidement Luis Emilio GOMEZ NADAL aurait été affecté à la mise en œuvre de l'UNE pour la Zone Nord. Il fut remplacé par Jose MIRET MUSTE, dirigeant exceptionnel du PSUC, qui fut ainsi le véritable organisateur et dirigeant de la Résistance de la Zone Nord jusqu'à son arrestation en novembre 1942. Louis GRONOWSKI, responsable national de la MOI, le qualifia de « *collaborateur admirable* ». Auparavant, En Espagne, Jose MIRET avait été Ministre de la Generalitat (Ravitaillement puis Transport) avant de devenir Commissaire politique de la 31^{ème} Division.

Sur quoi s'appuya alors José MIRET ?

Sur le plan matériel, il disposa très probablement d'une petite partie des fonds du PSUC : 9 millions de francs de l'époque, soit environ 2,5 millions d'euros.

Sur le plan humain, José MIRET s'appuya sur des militants du PSUC qui travaillaient avec lui au sein du SERE, sur l'émigration économique (émigration qui joua un rôle important dans la Résistance et qu'il ne faut pas oublier) et donc sur les structures clandestines des CTE transférées en Zone Occupée.

Comment était structurée cette Résistance ?

La Zone Occupée était décomposée en Comités eux-mêmes scindés en Secteurs puis en sous-secteurs, comités de base et cellules (ou triangle). Cette organisation a été décrite avec précision dans la presse clandestine espagnole.

De façon concrète, cette structure se retrouve dans un document policier s'efforçant de bâtir l'organigramme de l'organisation clandestine espagnole de la Loire Inférieure (actuellement Loire Atlantique). Ce document a été établi par la police sur la base de la comptabilité, insuffisamment codée de l'organisation locale espagnole, et sur l'état des arrestations opérées en juin et juillet 1942, dans le prolongement de la 1^{ère} rafle des RG de PARIS.

Mais ce document, apparemment précis en première lecture, présenterait de nombreuses erreurs selon Juan ESCUER, l'un des Résistants arrêtés.

Toutefois, de ce document, on peut retenir le nombre global de militants repérés à cette occasion, en juillet 1942 : 79 dont 43 arrêtés, 13 identifiés et recherchés et 23 non identifiés.

En outre, la police a trouvé un document faisant état de 930 sympathisants en réserve pour l'ensemble du Département de Loire Inférieure. Émoi au sein de la police locale qui, craignant une action en masse de ces sympathisants contre la prison et le commissariat central de Nantes pour libérer les détenus, a décidé, comme mesure préventive, de transférer les prisonniers à PARIS. Sauf 5 d'entre eux appartenant à un « Grupo Especial » (Équipe spéciale) qui furent remis aux autorités nazies et qui, après un simulacre de procès, furent fusillés le 13 février 1943 avec 22 Résistants français.

Ultérieurement, des 43 militants espagnols arrêtés, une douzaine fut emprisonnée à Eysses.

La répression en Loire Inférieure fut l'œuvre de plusieurs services de police (RG, PJ d'Angers et de Rennes, SPAC de Paris, Sûreté et Police locale). Le tout sous le contrôle d'ERNST, SS Kommandeur d'Angers. Donc « travail » commun des polices française et allemande. A ces polices « locales », il faut ajouter, sur le plan national, la police franquiste et les services de renseignement de la la Phalange Extérieure, représentés par le Commissaire Pedro URRACA RENDUELLES (également agent de haut niveau de la Gestapo).

A titre d'illustration de cette collaboration, on peut citer le compte rendu, en date du 28 juin 1942, d'une réunion entre polices françaises et service SS : tout d'abord, les policiers français sont félicités par le SS ERNST, puis celui-ci désigne le Commissaire LAFOUGE, « spécialiste de la question » selon le SS....., pour coordonner les divers services français.

Le SS ERNST (titulaire d'un Doctorat d'Université....) insista, - à juste titre-, sur le fait que, « *sans indicateurs, une police est condamnée à demeurer aveugle* ». Il annonça alors qu'il allait étudier la possibilité de financer les indicateurs français.

A noter que, et ceci n'apparaît pas, bien sûr, dans les documents de la police, les détenus espagnols furent sauvagement torturés, en particulier par les agents de la SPAC (Service de Police Anti-Communiste).

Qu'en fut-il de la répression au niveau de la Direction clandestine à Paris ?

Logiquement, j'aurai dû commencer par évoquer la répression à PARIS car elle précéda celle de la Loire Inférieure.

Il y eut 3 grandes rafles, malheureusement efficaces, à PARIS, effectuées par la 3^{ème} Section des RG (Renseignements Généraux). Elles se prolongèrent de façon réduite en province, sauf en Loire Inférieure comme nous venons de le voir et dans le Cher.

La première rafle fut l'aboutissement de 3 mois de filatures effectuées durant 3 mois, entre le 2 avril et le 26 juin 1942.

Ces filatures étaient discontinues avec des interruptions pouvant atteindre une dizaine de jours. Elles étaient systématiquement interrompues lorsque le militant suspectait ou découvrait la filature. L'objectif premier des policiers était de « loger » le Résistant, c'est-à-dire de découvrir son habitat, car ainsi on pouvait reprendre une filature à n'importe quel moment.

Au total, au cours des 3 mois de surveillances préparant la 1^{ère} rafle proprement dite, il y eut une cinquantaine de filatures.

A partir du 30 mai 1942, ces filatures permirent de localiser et d'identifier Luis MARASSE, responsable de l'appareil illégal de propagande, notamment de l'imprimerie clandestine située impasse des Verbeuses à Villejuif (banlieue parisienne). De cette imprimerie, sortaient au cours du 1^{er} semestre de 1942, 5 journaux distincts, en espagnol ou en catalan dont Reconquista de Espana, Mundo Obrero, Treball, Carnet del Partit.

Au total, 28 militants furent repérés lors des filatures dont 9 femmes, soit le 1/3 des effectifs. Il y eut également 9 militants non identifiés dont 4 femmes. Ce simple constat numérique de la présence féminine permet de souligner le rôle essentiel et incontournable des militantes dans la Résistance.

Sans leur apport, difficile de pourvoir en papier et en encre l'imprimerie clandestine, difficile d'assurer les missions de liaison et de renseignement, difficile de mettre des logements à disposition des clandestins, etc.... En outre, elles furent partie prenante du combat des guérilleros, y compris dans les équipes spéciales.

A noter que parmi les militants observés mais non arrêtés lors des filatures, les inspecteurs des RG ont procédé, le 28 mai 1942, à une description de type « portrait parlé » d'un clandestin ressemblant fortement à Jose MIRET.

De façon générale, la catégorie des personnes non identifiées peut se décomposer en :

- militants ayant effectivement réussi à déjouer la filature et dont le logement n'a pu être localisé,
- militants parfaitement identifiés mais laissés volontairement libres pour permettre d'autres rafles quelques temps plus tard et « parfaire ainsi le travail ».

La rafle préparée par toutes ces filatures fut déclenchée le 27 juin 1942. Une centaine d'inspecteurs procédèrent à 42 arrestations à Paris et en banlieue.

Mais les policiers avaient également relevé les destinataires de paquets de propagande envoyés en province par Luis MARASSE à partir de diverses gares SNCF de PARIS: à Nantes, à Rennes, à Lorient, à Dijon, à Bordeaux, au Mans, etc... Des services locaux de police, alertés par les RG, purent procéder à des arrestations qui restèrent limitées à 1 ou 2 militants compte tenu des mesures de sécurité mises en œuvre par les clandestins. Sauf à Nantes et à Bourges où il y aurait eu dysfonctionnement dans ces procédures de sécurité ce qui déboucha sur de nombreuses arrestations comme nous l'avons vu pour Nantes.

Au total, à Paris et en province, il y eut 119 arrestations.

A noter que bien souvent les femmes furent épargnées par les RG. Un geste d'humanité ? Beaucoup d'entre elles avaient des enfants à charge, donc des bouches à nourrir. Et dès l'instant où la police avait saisi le matériel d'impression, les stocks de papier et l'argent des cotisations tout en brisant les rouages et les liaisons de l'organisation clandestine, que pouvaient-elles faire ? Agir à nouveau signifiait affronter, de façon isolée, de très difficiles obstacles. En outre leur mari ou leur compagnon restait entre les mains de la police ce qui représentait un terrible moyen de pression. Une véritable épée de Damoclès au dessus de leur tête.

Cette 1^{ère} rafle fut donc centrée sur l'appareil clandestin de propagande dirigé par Luis MARASSE et son épouse Montserrat. Ce travail de propagande et d'explications était incontournable au début de l'Occupation. Les exilés espagnols, déjà considérés comme des étrangers plus ou moins indésirables, se retrouvaient dans une société française largement acquise à Pétain. Et ces réfugiés républicains, outre un moral souvent atteint par la défaite, éprouvaient souvent une profonde rancœur par rapport à la France du fait de la politique de non-intervention en Espagne et de l'«accueil» qui leur fut réservé en France dans d'infâmes et mortifères camps de concentration. Il fallait donc commencer par mobiliser ces combattants exilés sur des bases politiques claires. Et ce fut le grand mérite de José MIRET de ne pas mettre dans un même sac la France et l'Allemagne en considérant, de façon assez simpliste, la guerre de 40 comme un simple conflit inter-impérialiste. Bien au contraire, il désigna, - dès le mois d'août 1940 -, le régime nazi comme l'ennemi à abattre.

Suite à cette 1^{ère} rafle, l'organisation clandestine espagnole, fortement ébranlée par la chute de son appareil de propagande, se remit néanmoins rapidement en ordre de bataille avec l'arrivée de nouveaux militants de province.

Malheureusement, les RG disposaient d'un informateur au sein de l'organisation. Il continua son sale boulot et alerta, fin septembre 1942, la Direction des RG de cette résurgence de la Résistance espagnole. Il en résulta une nouvelle campagne de filatures qui débuta le 30 septembre. Elle commença par la mise sous surveillance de Francisco PERRAMON DUCASI qui était venu en renfort de Bordeaux suite aux chutes de la 1^{ère} rafle.

Il s'en suivit 2 mois de filatures techniquement semblables à celles du 1^{er} semestre.

Le présent exposé étant destiné à une AG de MER47, on notera que les policiers furent les témoins de rencontres entre PERRAMON et 4 responsables de Paris et de Bretagne : LABORDA, DIAZ, MARBA PLANAS et CARRERO qui furent, 2 ans plus tard, emprisonnés dans la Centrale d'Eysses (Villeneuve-sur-Lot) avant d'être déportés à DACHAU.

Au final, cette seconde série de filatures se traduisit le 30 novembre 1942 par 28 arrestations localisées en Ile de France. 9 militants observés lors des filatures n'ont pas été identifiés. Là encore, on peut supposer que quelques uns ont été sciemment laissés en liberté pour éventuellement procéder ultérieurement, si le besoin s'en faisait sentir (pour les policiers), à une nouvelle série de filatures

Un document particulièrement intéressant mérite d'être signalé : l'organigramme des arrestations de novembre 1942, organigramme établi par Francisco PERRAMON à son retour de déportation. De façon succincte, on retiendra :

Comité de la Délégation en France (Zone occupée)

Secrétaire général Josep MIRET MUSTE
 Secrétaire à l'organisation Francisco PERRAMON
 Secrétaire à l'action Luis MONTERO
 Rédaction des journaux BERNADO
 Responsable des Cadres ALVAREZ

Comité de Paris

Secrétaire Général BARRIOS (Ricardo DIAZ)
 Secrétaire à l'organisation MARBA PLANAS

Comité de Bretagne

Secrétaire Général CARRERO
 Secrétaire à l'organisation SALAZAR – Rafael LABORDA

plus 9 autres clandestins de la région parisienne.

Sur le plan des effectifs, la Résistance espagnole de la Zone Occupée représentait un millier de clandestins. Un nombre équivalent, à la même époque, à celui de la Zone dite libre.

Le seul Comité de Bretagne regroupait, du fait de l'importante présence espagnole dans les chantiers TODT des bases de sous-marins de l'Atlantique, 450 clandestins, soit pratiquement la moitié des effectifs de la Zone Occupée.

Cette concentration des effectifs en Bretagne explique le fait que les dossiers de perquisitions des RG, relatifs à l'arrestation de la Direction de la Zone Occupée en novembre 1942, portaient systématiquement la référence :

« *MIRET-MUSTE, CARRERO-MESTRES, PERRAMON et autres* »

désignant ainsi CARRERO MESTRE, responsable du Comité de Bretagne, comme étant, en 1942, le n°2 de la Résistance espagnole en Zone Occupée.

Les moyens financiers :

En ce qui concerne les moyens financiers de la Résistance espagnole, ceux-ci provenaient des cotisations (normalement 5 francs par semaine, parfois 10 francs auxquels il faut ajouter diverses souscriptions). 30 à 50 % des fonds récoltés étant attribués au fonctionnement du Comité régional, le reste étant reversé à la Direction à Paris pour lui permettre également de fonctionner. Dans le cas du Comité de Bretagne, cela permettait de financer 2 permanents (CARRERO et LABORDA) et de couvrir quelques frais de fonctionnement ; le reste étant remis chaque mois à la Direction à Paris. En ce qui concerne la somme versée à un permanent celle-ci s'élevait, en 1942, à 2.000 francs soit environ 560 euros par mois ; ce qui correspond à un mode de vie très très modeste pour ne pas dire misérable : les repas n'étaient pas assurés tous les jours.

Rapport mensuel général de la Résistance espagnole en Zone Occupée :

Après guerre, PERRAMON fit le récit de son arrestation au Métro Père LACHAISE en compagnie de Miguel ALVAREZ. Rédigé en catalan, ce témoignage comporte plusieurs informations très intéressantes dont je ferais ultérieurement état dans mon texte définitif.

La 3^{ème} Rafle des RG :

Une 3^{ème} rafle intervint en 1943 toujours à la suite des révélations de l'informateur qui n'avait toujours pas été démasqué. Mais cette rafle consista surtout en une succession d'arrestations sans qu'une nouvelle organisation ne puisse être mise en évidence par les policiers. 23 espagnols furent arrêtés. En particulier Jaime SERO qui fut fusillé à Eysses mais aussi Celestino ALFONSO, fusillé dans le cadre de l'Affiche Rouge. Beaucoup d'historiens ignorent encore aujourd'hui que Celestino ALFONSO faisait partie en 1942 d'un « Grupo Especial » (Équipe Spéciale) de la Résistance espagnole.

Pour en revenir à l'informateur des RG qui fit tant de mal, il fut identifié à la Libération et exécuté par un guerrillero.

En résumé : la 1^{ère} rafle se traduisit par 119 arrestations, la seconde par 28 arrestations et la 3^{ème} par 23. Au total 170 Résistants espagnols furent arrêtés.

Si l'on compare avec les arrestations ayant frappé, principalement en 1943, les FTP-MOI de PARIS et qui s'acheva sur le fameux procès de l'Affiche Rouge, on notera là aussi 3 rafles successives (pour « parfaire » le travail) avec 57, 71 et 68 arrestations. Soit au total 196 FTP-MOI parmi lesquels au moins 5 espagnols et de nombreux Brigadistes que, pour ma part, je considère, même après la Retirada, comme étant des combattants de la République espagnole. Les chiffres sont comparables (170 et 196 arrestations). Et pourtant on n'évoque que très rarement la Résistance espagnole.

Revenons aux rafles ayant touché en 1942 les Résistants espagnols de la Zone Occupée. La répression s'est, juridiquement, poursuivie devant la Section Spéciale près de la Cour d'Appel de Paris. Dans la première quinzaine du mois de décembre de 1943, près de 150 Résistants espagnols ont été jugés par cette juridiction d'exception.

Le destin ultérieur des condamnés fut déterminé par la peine prononcée par le Tribunal :

- moins de 2 ans, internement (principalement aux TOURELLES à PARIS)
- 2 ans ou plus, transfert à la prison d'EYSES (Lot et Garonne).

Les peines prononcées semblent particulièrement légères en ces temps d'Occupation. Mais il faut avoir présent à l'esprit que la Victoire de Stalingrad avait profondément modifié le cours de l'Histoire, que l'Afrique du Nord était aux mains des alliés et que l'Italie avait capitulé. Mais pour les juges de Vichy la libération de la Corse en septembre-octobre 1943, département français, leur signifiait que le moment où ils auraient des comptes à rendre se rapprochait. D'où leur « indulgence » ou, plus exactement, leur prudence bien calculée. La Justice a toujours été fort éloignée des tribunaux français et des magistrats.

En provenance de diverses prisons réparties sur l'ensemble du territoire français, près de 80 Républicains espagnols (exil et émigration économique) se retrouvèrent à EYSES à la fin de l'année 1943 auxquels il convient d'ajouter une vingtaine de Brigadistes. Au total donc, une centaine de combattants aguerris.

L'introduction d'armes au sein de la Centrale d'EYSES, en vue de l'évasion collective des détenus :

Selon le témoignage de Matéo BLAZQUEZ dit « MARTA », responsable technique du Bataillon ARTHUR, les premières et uniques armes que reçurent les emprisonnés furent introduites dans la Centrale aux environs de Noël 1943 : une quinzaine de mitraillettes Sten, une soixantaine de grenades offensives.

« D'autres transports d'armes ont été effectués de ce même endroit à notre cantonnement de «La Moncaudette» où je fus désigné avec un autre camarade pour les mettre en état de fonctionnement. Que je me souviens, nous avons transporté deux ou trois containers des parachutages où il y avait en particulier deux fusils mitrailleurs, un nombre assez important de mitraillettes et de grenades défensives ».

Ce précieux arsenal, nous devions le partager avec nos camarades emprisonnés de la Centrale d'Eysses, mais les attentats contre le chef de la Milice de Tonneins, Audevez, la capture en plein jour à Clairac d'un indicateur de la police de Vichy et de la Gestapo ; l'affrontement aux environs de la ferme de Guillaume Le Goff avec un de nos groupes, alors que celui-ci allait chercher du ravitaillement ; cet intense mouvement inhabituel dans la Vallée de la Torgue et les coteaux de Grateloup et de la «Moncaudette», avaient alerté les forces de répression vichystes et les allemands ».

....« Nous étions dans la première dizaine de janvier 1944 ; la nuit de la Saint-Sylvestre, nous l'avions passée, tous les maquisards réunis, dans la grange de Perry, à Saint-Gayrand, dans une immense joie, fraternisant avec bon nombre de nos camarades agriculteurs qui nous avaient préparé, malgré les restrictions du moment, un succulent repas de fin d'année. Cette nuit de chants et de fraternité nous avait fait oublier pour un moment la triste réalité dans laquelle nous vivions, car une dizaine de jours plus tard dans un affrontement avec les miliciens de Tonneins, tomba blessé, notre jeune camarade «Lulu le Parisien» Chambon, qui, sous la torture révéla l'endroit où se trouvait le détachement F.T.P.F. de la «Moncaudette». Ceci eût pour conséquence l'arrestation des huit patriotes précédemment cités, la perte de notre précieux arsenal et notre repli précipité au sud de la Garonne.

Ce deuxième stock d'armes, effectivement précieux tant qualitativement que quantitativement, fut donc perdu pour les Résistants d'Eysses.

Relations entre les collectifs espagnols et français d'Eysses :

Au sein de la Centrale d'EYSSSES, les Républicains espagnols avaient leur propre collectif. Ils conservaient leur totale autonomie et indépendance.

Ainsi, lorsqu'il fut présenté aux espagnols, le plan d'évasion du collectif français leur est apparu comme comportant plusieurs facteurs de risque. Mais au-delà de cette réserve, les espagnols se sont clairement déclarés comme partie prenante de l'insurrection, dès l'instant où elle serait déclenchée par le Collectif français.

Ils se souvenaient probablement de l'évasion massive qui s'était produite, le 22 mai 1938, au Fort de St Cristobal en Espagne (Navarre) : 795 évadés, 207 morts, 585 repris et seuls 3 détenus purent passer la frontière française. Ce fut un désastre connu des responsables espagnols.

Autre illustration : A Compiègne, lorsque la Déportation vers l'Allemagne se précisa, Victor MICHAUT informa Léon CARRERO de la dissolution, à titre préventif, du collectif français pour ne pas donner prise à une répression massive de la part des nazis. Léon CARRERO réagit vivement en déclarant que c'est précisément lorsque les conditions sont particulièrement dures qu'il faut maintenir une solidarité entre les détenus. Les années passées dans les camps de concentration français (Argelès, Barcarès, Elne, St Cyprien, etc...) l'autorisaient à faire une telle déclaration. Victor MICHAUT fut surpris mais, avec intelligence et appréciant l'expérience des espagnols, il décida de sursoir à la dissolution du collectif français et de reconsidérer, de façon pragmatique, cette question, ultérieurement, après avoir séjourné quelques temps dans le camp nazi.

J'ajouterais que, de 1939 à 1941, CARRERO MESTRE avait fait partie de la Direction clandestine des CTE de divers camps de concentration français et possédait donc une expérience très concrète en ce domaine.

La fiche du « Servicio de Informacion » de la DGS franquiste référencée 822, comporte les indications suivantes concernant Léon CARRERO :

Résidence ELNE

« Il figure dans une liste de responsables du Parti Communiste espagnol des Comités de Travailleurs (nota: lire CTE) des Pyrénées Orientales exerçant des fonctions de Direction dans les activités ou cellules communistes de la localité mentionnée ci-dessus (nota : effectivement, il était non seulement le responsable clandestin de la 211^{ème} CTE mais également de la dizaine de CTE se trouvant dans le secteur d'Elne, soit plus de 2.500 détenus) ».

Fort heureusement, l'information – tout à fait exacte, donc - des responsabilités de CARRERO à ELNE est parvenue à Madrid avec un retard de 2 ans environ alors qu'il était incarcéré à la prison de la Santé (Paris) avec, au préalable, un changement d'identité ce qui lui a évité d'être localisé par la police franquiste.

Les 2 collectifs d'EYSES restèrent donc opérationnels jusqu'à la Libération de DACHAU.

Ils furent fort utiles. Ainsi à DACHAU, l'une des actions du collectif espagnol illustra parfaitement l'opportunité et la nécessité du maintien de la structure clandestine. Il existait une « *gamelle de la solidarité* ».

Chaque espagnol donnait, en nourriture, l'équivalent d'un petit ongle. La gamelle, une fois remplie, était donnée au camarade le plus affaibli. Tous les membres du collectif espagnol, sans exception, profitèrent de cette mesure. Il en est résulté une mortalité réduite par rapport à d'autres groupes de déportés où il n'existait aucune entraide. A une occasion, même l'évêque de Clermont Ferrand profita de la gamelle de solidarité des Rouges d'Espagne.....

Conclusion :

Ce très court texte, rédigé pour MER47, n'avait pour ambition que de présenter sommairement une Résistance espagnole de la Zone Occupée distincte tout en étant complémentaire de celle de la Zone dite Libre, celle de Villeneuve-sur-Lot.

Distincte mais, oh combien ! proche en même temps.

Fabien GARRIDO.